

Déclaration du comité national de l'union syndicale Solidaires

5 et 6 octobre 2022

Internationalistes, nous sommes conscient.es que la situation mondiale est explosive. Nous apportons notre soutien à la population ukrainienne qui subit l'agression de Poutine, aux Russes qui luttent contre la guerre et cherchent à l'éviter. L'Union continuera de porter des convois syndicaux à destination de nos camarades d'Ukraine. Nous soutenons la lutte des peuples d'Iran contre le régime dictatorial qui reprend de l'ampleur depuis le meurtre de Mahsa Amini et dénonçons la répression sanguinaire.

Les femmes et leurs droits sont toujours attaqué.es. Solidaires défend l'égalité réelle de toutes et tous, contre les régressions et les fanatismes, contre les atteintes au droit à disposer de son corps, notamment toutes les régressions sur l'accès à l'avortement.

A cela s'ajoute la montée de tensions entre puissances militaires, y compris avec la menace nucléaires, dans un contexte planétaire de crise sociale, de crise alimentaire persistante, de crise énergétique croissante et de crise climatique qui s'accélère.

Nous sommes aux côtés des migrant.es qui défendent leurs droits. Solidaires continuera de soutenir la lutte pour la régularisation des travailleuses et travailleurs sans-papiers notamment de Chronopost, RSI et DPD, engagée depuis presque un an.

Les combats pour la justice sociale et écologiste, pour la destruction des systèmes de dominations, pour la défense et le développement des services publics sont essentiels. Nous devons aussi faire face à une répression croissante contre les militant.es syndicalistes, comme le montre par exemple l'acharnement contre notre camarade Kai Terada, co-secrétaire de SUD Education 92.

Après avoir combattu toute réflexion et action sur la sobriété énergétique, le gouvernement décrète avec un mépris social certain la fin de l'abondance dans un pays où 7 millions de personnes ont recours à l'aide alimentaire, 12 millions vivent en situation de précarité énergétique. A la sobriété forcée, nous opposons une réelle et urgente transition écologique socialement juste. Elle implique que les efforts viennent des systèmes de production, des entreprises et administrations. La production énergétique et son utilisation doivent faire l'objet de débats démocratiques. Il faut distinguer la sur-consommation de luxe des plus riches qui doit disparaître, de la consommation

nécessaire et utile.

La question des salaires va rester centrale dans les mois à venir. Nous continuerons à mener les luttes dans les entreprises et les secteurs et à chercher à les coordonner pour gagner : + 400 euros pour toutes et toutes, pas de retraite ou minima social en dessous du SMIC porté à 1700 euros nets, égalité des salaires femmes/hommes, limitation de 1 à 5 de l'échelle des salaires en entreprise et gratuité des transports en commun. Nous apportons notre soutien à toutes les luttes en cours, y compris pour l'emploi et contre la précarité, en particulier dans la pétrochimie et à la Bibliothèque nationale de France.

Pendant que les milliardaires accumulent, pendant que les actionnaires se gavent de dividendes issus des supers-profits, pendant que le patronat est exempté d'impôts et de cotisations sociales, la situation matérielle des travailleuses et des travailleurs se dégrade chaque jour. La question de la répartition des richesses est toujours primordiale : que ce soit sur la répartition de la valeur ajoutée, le niveau du point d'indice, des bourses et pensions, des indemnités chômage.

Comme ils le font de nouveau pour l'assurance chômage, le gouvernement et le MEDEF font le choix d'imposer une nouvelle régression sociale d'ampleur sur nos retraites. L'Union syndicale Solidaires s'oppose à tout report de l'âge de départ à la retraite et à tout allongement de la durée de cotisation. A l'inverse du gouvernement, nous revendiquons la retraite à 60 ans maximum à taux plein avec 37,5 années de cotisations.

Nous allons construire la riposte et le rapport de force avec les travailleuses et travailleurs dans l'unité la plus large possible dans les semaines et mois à venir, y compris par la grève reconductible et l'organisation du blocage de l'économie. Cette confrontation sociale majeure est de la responsabilité du gouvernement enfermé dans une idéologie au service des plus riches.

Nous n'oublions pas que de nouvelles régressions sociales profiteront à une extrême-droite violente et mortifère qui est en embuscade.

La période nous oblige à agir avec toute notre énergie et toute notre solidarité. Nous allons nous y employer.